



Human Dimension Implementation Meeting

Warsaw, Poland. 22 September – 3 October

Working session 4

Français

L'actualité dramatique en Syrie et en Irak amène nos sociétés à se poser la question de comment gérer le phénomène des citoyens devenus des tueurs islamiques ayant été engagés dans des activités qui doivent être considérées comme des crimes contre l'Humanité.

Des individus devenus des tueurs endoctrinés ayant reçu un entraînement leur permettant de réaliser des activités terroristes d'envergure majeures ont aujourd'hui la possibilité de revenir s'installer dans leur pays d'origine en tel nombre qu'une surveillance effective est devenue impossible.

Le bannissement est impossible, le retrait de nationalité est dans beaucoup de cas impossible. Ce type de situation peut contraindre certains états à adopter des solutions « grises » afin de régler certains cas jugés graves.

Nos états ont besoin de solutions rapides permettant de maintenir d'un niveau acceptable de sécurité face à ce nouveau type de problème des solutions qui ne prennent pas en compte uniquement les droits des tueurs revenus de Syrie et d'Irak mais aussi les droits à la sécurité et à la vie des citoyens ordinaires.

Recommandation de l'ICLA à l'OSCE

L'OSCE est invitée à créer un groupe de travail destiné à permettre aux états participants d'implémenter des outils légaux permettant une gestion effective de ce nouveau problème de jihadisme massif. Des solutions permettant d'éloigner de manière définitive des individus ayant montré un niveau de dangerosité très élevé.

English

The tragic events in Syria and Iraq lead our societies to the question of how to manage the phenomenon of citizens turned Islamic killers who have been engaged in activities that should be considered crimes against humanity.

Individuals who have become indoctrinated killers and received training to help them achieve major scale terrorist activities today have the opportunity to move back into their home country in such numbers that effective supervision has become impossible. To ban them and withdraw their nationality is in many cases impossible. This type of situation can force some states to adopt "gray" solutions to resolve these serious issues.

Our states need quick solutions to maintain an acceptable level of security against this new type of problem, solutions that not only takes into account the rights of returning killers from Syria and Iraq, but also the rights to safety for the lives of ordinary citizens.

Recommendation to the OSCE

The OSCE is requested to set up a working group designed to enable participating states to implement effective legal tools to manage this new problem of massive jihadism. Effective solutions are needed to curb individuals that are considered to demonstrate a very high level of dangerousness